

Le chemin social-démocrate reste à trouver

Il ne suffit pas de se déclarer social-démocrate au moment où la social-démocratie est en crise pour résoudre les problèmes du pays. Pour redonner aux entreprises le goût d'investir, il faudra au moins 100 milliards d'économies.

LA
CHRONIQUE

d'Eric
Le Boucher



Sa position est désormais clairement affichée : François Hollande est social-démocrate. Sa gauche l'accuse d'avoir basculé du côté des entreprises et d'être carrément devenu social-libéral, qualificatif qui signe à ses yeux la trahison. C'est de bonne guerre mais c'est à l'évidence faux. François Hollande n'abandonne pas le camp des salariés, d'abord parce que, homme des compromis, il n'abandonne jamais aucun camp, ensuite parce qu'il est sincèrement à la recherche de la transformation du modèle social pour le rendre moins conflictuel et plus consensuel, à l'allemande.

Social-démocrate donc, la ligne est claire. Pour autant le chemin n'est pas tracé. Car si l'objectif est de redonner de la compétitivité au secteur privé, l'ampleur du défi est beaucoup plus considérable que ne peuvent l'imaginer l'opinion et la classe politique. Si le président de la République ne se paie pas de mots, s'il veut vraiment attaquer le problème français à la racine c'est-à-dire relever les marges des entreprises à un niveau qui leur redonne envie d'investir et d'embaucher, il lui faut frapper très fort. C'est, rappelons-le, la faible rentabilité des entreprises qui a provoqué la désindustrialisation de la France et la faiblesse de gamme des producteurs, comme le montre la courbe de la balance commerciale, la vraie courbe à observer au mois le mois.

Mais le coût est énorme. Patrick Artus de Natixis a fait les calculs : ramener les cotisations sociales au niveau européen réduirait de 6 % le coût du travail, ce qui ne résoudrait que 45 % du problème. Pour aller au bout d'une politique de l'offre, il faudrait abaisser les salaires de 14 % dans l'industrie française !

Un tel siphonnage d'argent de la poche des ménages vers celle des entreprises, entre 50 milliards d'euros à minima et 100 milliards pour bien faire, est, on l'imagine, très difficile. La solution culottée serait de revenir à 39 heu-

res, mais payées 35 : on voit mal un président socialiste s'y risquer. Peut-il alors passer par la fiscalité ? Cette issue est aussi bloquée : la politique fiscale conduite depuis un an ferme la porte à tout nouveau prélèvement. Qu'on le déplore ou s'en réjouisse, une nouvelle hausse de la TVA, par exemple, est politiquement interdite, les élus socialistes l'ont d'ailleurs prévenu par avance.

Alors, s'il ne peut prendre l'argent chez les ménages, que peut faire Hollande ? Le prendre dans l'autre caisse : celle de l'Etat. C'est la seule solution, d'où sa tirade contre « l'Etat trop lourd ». Mais l'équation reste explosive : les économies de 50 milliards prévues

Si l'on veut redonner la compétitivité au secteur privé, il faut frapper très fort.

100 milliards d'économie ne représentent que 8 % des dépenses publiques. Tout ménage sait le faire.

pour réduire le déficit, doivent être doublées pour trouver les fonds utiles au redressement des marges industrielles. C'est la somme qu'évoque avec raison Pierre Gattaz, du Medef. Si l'on veut vraiment remettre la France sur le chemin d'une croissance durable, voilà l'ampleur des sommes nécessaires. Est-ce là une solution possible ? Oui.

Les dépenses publiques représentent 57,1 % d'un PIB de 2050 milliards d'euros, 100 milliards d'économie ne représentent que 8 % des dépenses. N'importe quel ménage sait couper ses frais de 8 %. Comment ? De très nombreux ouvrages, de Jacques Attali à l'IFRAP (1), ont indiqué les voies et moyens qui imposent, c'est vrai, des sacrifices aux ministères, aux fonctionnaires, aux régions et communes, mais aussi aux retraités et à la Sécurité sociale en général. La France est très en retard sur la réorganisation des missions de l'Etat. Cela avait été commencé dans la LOLF (Loi organique sur les finances publiques) mais fut édulcoré par la suite (2).

La classe politique avait conduit la France à vivre à crédit depuis cinquante

ans, c'est fini, François Hollande doit faire les coupes budgétaires et introduire du management moderne dans la fonction publique. Un boulot ni de gauche ni de droite, un boulot normal en somme.

Ce serait une nouvelle fois minorer les problèmes de la France. Quand on voit que, selon le Cévipof, 60 % des Français ne font plus confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays, que la classe politique inspire « le dégoût » à un tiers des Français, le mal psychologique du pays est à l'image de son mal économique, beaucoup plus grave. Il ne suffira pas de « bien gérer » ou de « faire des économies » pour regagner la confiance. Couper des allocations ne pourra même qu'aggraver l'image du pouvoir auprès des démunis et de la classe moyenne. La politique n'apparaît plus qu'impuissante à améliorer la vie des citoyens. Cette « désillusion amère », explique Pierre Rosanvallon (lire page 11), vient de ce que « le pays ne se sent plus écouté » (3). Il est « abandonné ». La classe politique s'est professionnalisée, elle s'est coupée de ceux qu'elle devait « représenter ». D'où l'attrait grandissant pour les « solutions magiques » de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Or, dans le nouvel âge de l'individualisme, le désir des gens a changé, ils veulent « une existence singulière ». Le nouvel Etat doit se repenser entièrement, il doit savoir donner aux gens les moyens de se réapproprier leur existence.

François Hollande avoue sa foi social-démocrate au moment même où la social-démocratie entre en crise radicale. Il ne pourra réussir, notamment auprès de son électorat, que s'il comprend qu'il ne suffira pas de se résoudre à aimer les entreprises mais que c'est la politique elle-même, la démocratie, qui doit être repensée pour répondre aux nouvelles attentes d'un peuple complètement désarmé.

(1) « Urgences françaises », Jacques Attali, Fayard ; « 60 milliards d'économies », Agnès Verdier, directrice de l'IFRAP, Albin Michel.

(2) Jean-Hervé Lorenzi, « Les Echos », 8 janvier.

(3) « Le Parlement des invisibles », Pierre Rosanvallon, Seuil.

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos »